



AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Conseil d'administration 01-2020 du 30 janvier 2020

Point « Dispositions relatives aux frais de mission des personnels de l'ANCT »

Délibération n° 2020-07 du 30/01/2020

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu le rapport de présentation du préfigurateur ;

A la majorité des membres présents ou suppléés,

Décide de fixer comme suit les barèmes de remboursement des frais de mission des personnels et intervenants extérieurs missionnés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires, pour une période de 3 ans à compter du 1er janvier 2020 :

ARTICLE 1 : Remboursement des frais d'hébergement en France métropolitaine et en Outre-mer

Le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit-déjeuner et la taxe de séjour sont les suivants :

		Forfait (TTC)	Dépenses réelles plafonnées à (TTC)
France métropolitaine	Taux de base	70 €	88 €
	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	90 €	
	Paris et Lyon	110 €	
Outre-mer	Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	70 €	88 €
	Nouvelle-Calédonie, îles Wallis et Futuna, Polynésie française	90 € ou 10740 F CFP	

Pour les personnels reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, l'indemnité forfaitaire de nuitée est de 120 € TTC.

A titre exceptionnel, pour des missions présentant des contraintes particulières (hébergement dans un hôtel imposé, saturation du marché hôtelier, colloques, séminaires ou événements particuliers...), le directeur général peut décider de fixer des conditions de remboursement spécifiques. Dans ce cas, les agents sont remboursés aux frais réels, dans la limite de l'indemnité forfaitaire des frais d'hébergement majorée de 30%.

ARTICLE 2 : Remboursement des missions à l'étranger

Pour les missions à l'étranger, les taux des indemnités de mission sont ceux fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié. Ils se décomposent comme suit : 65% pour l'hébergement, 17,5 % pour le déjeuner et 17,5% pour le dîner.

ARTICLE 3 : Remboursement des frais de repas

Le taux du remboursement forfaitaire des frais de repas en métropole et en Outre-Mer est fixé à 18 € TTC.

Pour la Nouvelle-Calédonie, les Iles Wallis et Futuna et la Polynésie Française, le taux est de 21 € (ou 2506 FCFP).

Fait à Paris, le 30/01/2020.

La Présidente du conseil d'administration


Caroline CAYEUX